

## Les évolutions contemporaines du régime représentatif Présentation et sommaire

Christophe Premat

2008

Les évolutions contemporaines du régime représentatif

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1064418ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1064418ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des littératures de langue française

ISSN

2104-3272 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Premat, C. (2008). Les évolutions contemporaines du régime représentatif : présentation et sommaire. *Sens public*. <https://doi.org/10.7202/1064418ar>

Résumé de l'article

Quelles sont les évolutions structurelles du régime représentatif ? Passant par une redéfinition du rapport des citoyens à la politique, le cadre représentatif tend à être de moins en moins lisible dans une société civile qui se complexifie. La relation entre les citoyens et le pouvoir politique se réalise d'une part à travers la définition de nouvelles procédures de participation et d'autre part par l'usage des médias et des nouvelles technologies comme moyens de faire pression sur les décisions. Les élus et les responsables politiques ont un nouveau rôle à jouer au sein de cet espace public et n'hésitent pas à recourir à une forme de légitimité médiatique. Traitant de ces évolutions, les articles de ce dossier en analysent principalement deux aspects : la recherche de nouveaux modes de légitimation politique et la transformation de la communication politique. Si la représentation politique tente d'atténuer la distinction entre gouvernants et gouvernés, celle-ci est pourtant à la source de la formulation du principe représentatif. Sommes-nous donc dans un nouvel âge de la représentation politique ou bien sommes-nous sortis du système représentatif ?

Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International (CC BY-NC-SA 4.0) Sens-Public, 2008



Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>



Revue électronique internationale  
*International Web Journal*  
[www.sens-public.org](http://www.sens-public.org)

## DOSSIER

# Les évolutions contemporaines du régime représentatif

PRÉSENTATION ET SOMMAIRE

# Les évolutions contemporaines du régime représentatif

Christophe Premat

Quelles sont les évolutions structurelles du régime représentatif ? Passant par une redéfinition du rapport des citoyens à la politique, le cadre représentatif tend à être de moins en moins lisible dans une société civile qui se complexifie. La relation entre les citoyens et le pouvoir politique se réalise d'une part à travers la définition de nouvelles *procédures* de participation et d'autre part par l'usage des médias et des nouvelles technologies comme moyens de faire pression sur les décisions. Les élus et les responsables politiques ont un nouveau *rôle* à jouer au sein de cet espace public et n'hésitent pas à recourir à une forme de légitimité médiatique. Traitant de ces évolutions, les articles de ce dossier en analysent principalement deux aspects : *la recherche de nouveaux modes de légitimation politique* et *la transformation de la communication politique*. Si la représentation politique tente d'atténuer la distinction entre gouvernants et gouvernés, celle-ci est pourtant à la source de la formulation du principe représentatif. Sommes-nous donc dans un nouvel âge de la représentation politique ou bien sommes-nous sortis du système représentatif ?

## À la recherche de nouveaux modes de légitimation

L'opinion publique est devenue un véritable *tribunal* de la vie politique au sens où elle intervient de manière informelle dans les débats politiques<sup>1</sup>. L'émergence de citoyens de plus en plus informés et de plus en plus revendicatifs bouleverse la nature même de l'espace public. Le système représentatif contemporain n'est plus caractérisé par la stabilité des identifications partisans mais par l'expression de *mobilisations collectives* qui inscrivent sur l'agenda des responsables politiques des priorités à suivre dans la conduite des *politiques publiques*. Le tableau ci-dessous reprend les éléments théoriques apportés par Bernard Manin sur l'évolution du régime représentatif.

---

<sup>1</sup> Keith Michael Baker, *Au tribunal de l'opinion : essais sur l'imaginaire politique au 18<sup>e</sup> siècle*, Traduit de l'anglais par Louis Evrard, Paris, Payot, 1993.

*Les trois stades de la démocratie représentative*

<b>Élection des gouvernants</b>	Parlementarisme	Démocratie de partis	Démocratie du public
Critère du vote	- Choix d'une personne de confiance	- Fidélité à un parti	- Choix d'une personne de confiance
Lien social exprimé	- Expression des liens locaux	- Expression d'une appartenance de classe	- Réponse à l'offre électorale
Élus	- Notables	- Militants, hommes d'appareil	- Experts en communication
Indépendance relative des gouvernants	Le député votant selon sa conscience	Les dirigeants libres de fixer les priorités au sein du programme	Élection sur la base d'images médiatiques
<b>Liberté de l'opinion publique</b> - Représentativité  - Contestation	- Non coïncidence entre l'opinion publique et l'expression électorale  - La voix du peuple « aux portes du Parlement »	- Coïncidence entre opinion publique et expression électorale  - L'opposition	- Non coïncidence entre opinion publique et expression électorale  - Sondages d'opinion
<b>L'épreuve de la discussion</b>	Parlement	Discussions au sein du parti  Négociations entre partis  Néocorporatisme	Négociations entre le gouvernement et les groupes d'intérêts Discussions dans les médias pour séduire l'électeur flottant

Source : Bernard Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, éditions Calmann-Lévy, 1995, p. 303

Selon Bernard Manin, le régime représentatif contemporain évolue vers un âge de la démocratie publique dans lequel le public, de manière informelle, n'hésite pas à intervenir et à contester certaines décisions politiques. Dans un tel système, les outils médiatiques jouent un rôle essentiel en ce qu'ils permettent à ces publics de créer des espaces de communication (par exemple les blogs). Les appartenances partisans sont par ailleurs bouleversées, ce qui ne signifie pas pour autant leur disparition. Même si la discipline partisane tend à se desserrer, les partis politiques sont contraints de s'adapter à ces évolutions. Le débat porte alors sur la définition de procédures susceptibles de garantir une participation équitable des citoyens et collectifs engagés dans la discussion. L'influence considérable des médias, journaux et télévision, dans l'évolution de la scène publique pose question : le régime représentatif ne tend-il pas à devenir une forme de « télécratie »<sup>2</sup> dans laquelle *les images, les impressions et l'émotion* viennent se substituer à l'idéal d'une discussion de raison ?

<sup>2</sup> Marc Crépon, Bernard Stiegler, *De la démocratie participative, Fondements et limites*, Paris, Mille et une nuits, 2007.

## La transformation de la communication politique

De la montée en puissance des médias et des nouvelles technologies résulte une transformation de la communication politique caractérisée par la volonté des élus de cultiver une illusion de proximité avec leurs électeurs. Les nouvelles technologies accentuent l'ubiquité des responsables politiques soucieux de renforcer leur présence sur la scène publique. Tout se passe comme si on insistait sur *la représentation-ressemblance* plutôt que sur la *représentation-indépendance*. Hannah Pitkin a rappelé comment, à la fin du 18<sup>e</sup> siècle, les débats entre Fédéralistes et Anti-Fédéralistes américains avaient conçu deux significations radicalement différentes de la représentation politique, avec d'un côté un mandat indépendant pour des représentants sélectionnés pour leur indépendance d'esprit et de l'autre une représentation d'intérêts où les représentants se créent un rôle à l'image de leurs électeurs et de leur composition sociologique<sup>3</sup>. La communication tend à la fois à accentuer cette logique de représentation et à altérer la structure de la scène publique. Castoriadis, dans *Les Carrefours du Labyrinthe VI*<sup>4</sup>, a défini la différence entre trois types de sphères humaines en analysant le régime athénien : la sphère du privé/privé (*l'oïkos*, c'est-à-dire la sphère domestique), la sphère du privé/public (*l'agora*, c'est-à-dire le lieu où nous rencontrons les autres), et la sphère du public/public (*l'ecclésià*, où les décisions se prennent). La transformation de la communication politique montre que la sphère publique/publique est de moins en moins visible pour les citoyens et qu'une forme de privatisation de l'espace public est en cours. Cette privatisation est illustrée par le recours au mode de l'intimité<sup>5</sup> pris comme nouvelle forme de connivence avec les citoyens.

Il ne s'agit pas ici de s'inscrire dans une logique normative qui condamnerait ou louerait les évolutions contemporaines du régime représentatif. L'enjeu est de les qualifier et de voir en quoi elles accompagnent une nouvelle culture politique<sup>6</sup> caractérisée par l'institution de nouveaux rôles, tant du côté des citoyens que du côté des responsables politiques et des experts. Comme l'écrivent Peter Berger et Thomas Luckmann, « en jouant des rôles, l'individu participe à un monde social. En intériorisant ces rôles, le même monde devient, pour lui, subjectivement réel »<sup>7</sup>. S'appuyant en particulier sur la campagne présidentielle française de 2007, les articles de ce dossier analysent comment les citoyens et les responsables politiques sont entrés dans un nouveau type de relation qui modifie considérablement la configuration de l'espace public.

---

<sup>3</sup> Hannah Pitkin, *The Concept of Representation*, Berkeley, University of California Press, 1972.

<sup>4</sup> Cornélius Castoriadis, *Les Carrefours du Labyrinthe VI*, Paris, Seuil, 1999, p. 152.

<sup>5</sup> Ce mélange de genres entre intimité et espace public a un nom nouveau, « l'extimité ». Pierre Sadran, « De "l'extimité" en politique : Alain Juppé et son blog-notes », *Le Monde*, 15 janvier 2005.

<sup>6</sup> Terry Nichols Clark, Vincent Hoffmann-Martinot (dir.), *La nouvelle culture politique*, Paris, éditions L'harmattan, 2003.

<sup>7</sup> Peter Berger, Thomas Luckmann, *La construction sociale de la réalité*, traduit de l'américain par Pierre Taminioux, Paris, éditions Armand Colin, 2003, p. 104.

## Sommaire du Dossier

- Cliquez sur [le titre](#) des articles pour accéder à leur publication en ligne -

### **Vers une nouvelle communication politique. Analyse des médias d'information depuis la campagne présidentielle 2007**

mercredi 12 décembre 2007 par Ludovic Renard

**Résumé :** De la campagne électorale pour les présidentielles de 2007 à l'hyper-présidence médiatique de Nicolas Sarkozy... on observe aujourd'hui des évolutions significatives dans les pratiques des médias et des acteurs politiques pour adresser des messages à l'opinion publique. Analyses et pistes de réflexion sur des phénomènes qui sont au cœur de l'interrogation sur le politique contemporain. **Mots-clés :** Communication politique ; Campagne électorale ; Élections présidentielles 2007 ; Nicolas Sarkozy ; Médias ; Journalisme politique.

### **La contrainte référendaire ou la perturbation du régime représentatif**

vendredi 29 juin 2007 par Christophe Premat

**Résumé :** Il s'agit d'analyser la façon dont le référendum est en train de devenir une contrainte pour les gouvernements locaux et sub-nationaux européens. Le référendum est un outil de démocratie semi-directe défini à l'époque moderne pour suppléer aux défauts du gouvernement représentatif. Nous analyserons en quoi le référendum introduit une perturbation du temps représentatif et comment il contraint les gouvernants à communiquer et à agir de manière responsable. L'institution référendaire modifie intrinsèquement les contours du gouvernement représentatif en amorçant un processus de démocratie continue qui n'a rien à voir avec une démocratie permanente, mais qui implique l'atténuation du cycle temporel marqué par la prééminence des élections. **Mots-clés :** Référendum, Démocratie continue, Gouvernement représentatif, Contrainte, Initiative populaire, Pétition.

### **Une lecture du livre de Michel Koebel: *Le pouvoir local ou la démocratie improbable***

dimanche 29 avril 2007 par Christophe Premat

**Résumé :** Une analyse sociologique complète de la démocratie locale française était attendue et le livre de Michel Koebel constitue à cet égard un pari réussi. Des travaux existaient déjà sur la question notamment depuis le premier acte de décentralisation. Pierre Sadran avait pour sa part mis l'accent sur l'ambiguïté majeure de la démocratie locale, tantôt vue comme un approfondissement du système représentatif tantôt comme une modeste participation des habitants aux enjeux de la vie locale.

### **L'idée d'une VIe République dans la campagne des présidentielles**

mercredi 18 avril 2007 par Christophe Premat

**Résumé :** Le profil définitif de la campagne a été établi depuis la remise des listes de parrainages des élus locaux au Conseil Constitutionnel. Douze candidats ont été qualifiés pour confronter leurs débats et nous proposons d'analyser leurs discours et leurs interventions multiples à l'épreuve des réformes institutionnelles à mener. En effet, l'idée d'une nouvelle République a été agitée par certains candidats d'où il importe de comparer leurs positions sur cette question, non pas

parce qu'elle est centrale, mais parce qu'elle leur donne un style. L'affirmation de la nécessité de changer de République est-elle le signe d'une volonté de transformation des institutions en cours laissant prévoir que la prochaine présidence ne sera pas aussi forte que précédemment ? Cette hypothèse sera analysée à travers une comparaison des programmes puis grâce à un travail lexicométrique permettant de repérer les champs lexicaux à l'œuvre au sein de ce répertoire de la nouveauté.

**Mots-clés :** VIe République ; Scrutin proportionnel ; Parlement ; Référendum d'initiative populaire.

### **L'encadrement juridique des élections présidentielles de 2007. Dilution des responsabilités sous le contrôle du Conseil constitutionnel.**

vendredi 23 mars 2007 par Laurent Depussay

**Résumé :** État des lieux de l'organisation du contrôle de l'élection présidentielle en France après la révision des textes normatifs afférant en 2006 : une analyse juridique.

### **Les promesses de rénovation institutionnelle des candidats à la présidentielle**

mercredi 28 février 2007 par Christophe Premat

**Résumé :** À la veille de la campagne des présidentielles de 2007, il convient d'analyser l'ensemble des promesses faites par les candidats pour réorganiser les institutions de la Ve République. La difficulté de cet exercice tient en partie au fait que certains candidats sont déclarés alors que d'autres attendent encore le moment opportun pour le faire. Nous n'avons donc pas encore le spectre des candidats déclarés, mais nous pouvons dégager des lignes d'interprétation quant à la lecture que les candidats potentiels font des institutions politiques de notre pays. Le corpus étudié contient les discours des candidats, leurs sites internet et leurs diverses publications ainsi que les clubs et associations créés en vue de les soutenir aux présidentielles de 2007 ou souhaitant influencer le débat public. C'est en quelque sorte une photographie sur l'ensemble des ressources utilisées dans cette campagne pour promouvoir la question institutionnelle. **Mots-clés :** Référendum ; Revalorisation du parlement ; Limitation des mandats présidentiels ; Droit de pétition.

### **Président en France : quel statut ? La modification du statut dit pénal du chef de l'État**

samedi 3 février 2007 par Olivier Rouquan

**Résumé :** La modification de la Constitution en cours de délibération conduit à modifier le statut présidentiel. Quelle responsabilité (au sens large) est ainsi envisagée ? Y-a-t-il une profonde modification du statut antérieur ou s'agit-il d'un toilettage prenant acte de l'état du droit et des jurisprudences ?

### **Malentendus sur la démocratie participative**

mardi 5 décembre 2006 par Christophe Premat

**Résumé :** Les primaires socialistes viennent de s'achever avec la victoire de Ségolène Royal qui devient la candidate officielle des socialistes pour les élections présidentielles de 2007. Lors des débats internes, une divergence s'est accentuée autour de la notion de démocratie participative, qui ne sonnait pas de la même manière chez les trois candidats. Au-delà de la stratégie de Ségolène Royal qui en a fait sa propre méthode, il importe d'effectuer une brève généalogie de cette notion pour voir en quoi elle est un héritage incomplet de l'autogestion, thème qui fut cher à la gauche dans les années 1970 et comment elle permet de poser en filigrane la question de rénovation des institutions de la Ve République et de la pratique politique. **Mots-clés :** Démocratie participative ; Instruments ; Autogestion ; Rénovation.

### **"La pré-campagne médiatique est une forfaiture". Entretien avec Michel ROCARD**

lundi 6 novembre 2006 par Olivier Rouquan, Michel Rocard

**Résumé :** Vif, en belle forme, tel m'est apparu Michel Rocard lors de cet entretien. Parfois pessimiste, lucide, le député européen ne pratique pas la langue de bois, reste engagé et... plus libre que beaucoup, pour "dire les choses".

## Quelques remarques à propos de l'effet de communication « Ségolène ». La pré-campagne présidentielle au PS : communication et opinion politiques

mercredi 27 septembre 2006 par Olivier Rouquan

**Résumé:** Depuis plusieurs mois donc, « la fameuse opinion » est comme rouleau compresseur. Grands et petits journaux, quotidiens ou hebdomadaires, et surtout, surtout, médias audiovisuels : l'engouement est certain pour la « figure » Royal. Les analogies se multiplient. Les sondages enregistrent sous toutes les formes la bonne opinion à l'encontre de la femme politique, déjà présidente de région, qui non seulement est rapidement identifiée, mais en plus l'est positivement. L'image est massivement diffusée par les moyens audiovisuels ; ce fonctionnement du « marche électoral » est connu. Il constitue un effet propre de construction sociopolitique de la réalité. Quelles en sont les composantes ?

## Des inquiétudes et une demande d'autorité. Communication et opinions politiques

jeudi 1er juin 2006 par Olivier Rouquan

**Résumé:** A un an de l'élection, que retenir de l'état de l'opinion telle qu'interrogée par les instituts de sondages ? Alors que le plus souvent les enquêtes sont publiées dans leurs grandes lignes, il n'est pas inintéressant de faire le point à partir d'études rendues publiques et accessibles sur les sites des instituts de sondage, sur les attitudes, les préoccupations, les options éventuelles de l'opinion, dans la perspective de l'élection présidentielle.

## « La société n'est pas bloquée, les décideurs le sont... » Débat public

lundi 29 mai 2006 par Olivier Rouquan

**Résumé:** Roland Cayrol applique dans son livre *La nuit des politiques* la règle de base de la démocratie, à savoir que les gouvernants sont comptables de résultats vis-à-vis des gouvernés. Ainsi, les élites politiques, prévient l'auteur, sont bloquées, pas les français.

## Des ajustements pour démocratiser la Ve République. Régime politique

lundi 24 avril 2006 par Olivier Rouquan

**Résumé:** Selon les enquêtes d'opinion étudiées dans la durée, la Ve République n'est pas illégitime et les institutions au cœur du pouvoir constitué fonctionnent. Pourtant la politique est en crise. Comment faire pour modifier légèrement le régime politique avant que de proposer surtout une réforme des comportements et attitudes des organisations politiques, que sont notamment les partis. Car le problème essentiel est là... Il sera traité ultérieurement.

## Régulations et stratégies présidentialisées sous la Ve République

mercredi 22 février 2006 par Olivier Rouquan

**Résumé:** 1962 : l'instauration de l'élection du chef de l'état au suffrage universel direct initie la bipolarisation du jeu politique et renforce le présidentielisme. 2002 : l'élection présidentielle conjuguant haut taux d'abstention et émiettement partisan traduit la déshérence citoyenne. Après la réélection de Jacques Chirac, la légitimité du présidentielisme est incertaine : les élections intermédiaires de 2004 et le référendum en 2005 donnent ainsi lieu à des mobilisations protestataires. Des ajustements institutionnels s'avèrent encore nécessaires dans le cadre du quinquennat, pour régénérer l'institution présidentielle.